

Unité départementale de l'Hérault
520 allée Henri II de Montmorency
CS 69007
Cedex 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 26 avril 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 avril 2024

Contexte et constats



National Calsat

48 rue de la Clau
34770 Gigean

Référence : UD34/H4/2024-085
Code AIOT : 0003702798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le **25 avril 2024** de l'établissement National Calsat implanté 48 rue de la Clau, 34770 Gigean. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- National Calsat
- 48 rue de la Clau
- Code AIOT : 0003702798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

L'établissement National Calsat est une société spécialisée dans le secteur d'activité des transports routiers de fret interurbains. La société National Calsat exploite sur le territoire de la commune de Gigean :
- deux dépôts GPL (gaz de pétrole liquéfié) de récipients à pression transportables exploités pour le compte de Primagaz (fournisseur de gaz propane en citerne et en bouteille pour les particuliers) et de Antargaz (fournisseur de gaz propane et butane en France) ;
- une station-service ;
- une activité de transport constituée de plusieurs types de stationnement (des camions-citernes de transport de matières dangereuses en stationnement ou en transit, et des véhicules hors transport de matières dangereuses en stationnement.

Le site est exploité par un gérant et 100 salariés en équivalent temps plein.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Contrôle par sondage des prescriptions réglementaires du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « sans suite administrative ».
- « avec suites administratives »
 - Les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
 - Lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
 - Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Surveillance de l'exploitation	Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019 Article 2.3.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Surveillance de l'installation	Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019 Article 2.5.3 § VII	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suite administrative.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance de l'exploitation en dehors de heures ouvrées	Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019 Article 2.3.1.2	Sans objet
3	Contrôle de l'accès	Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019 Article 2.3.2	Sans objet
4	Règles d'implantation et d'aménagement des stockages des récipients à pression transportables	Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019 Article 2.3.3	Sans objet
5	Registre d'activité	Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019 Article 2.3.7	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019 Article 2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vérification par sondage de la conformité de l'établissement à son arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019, appelle **quelques remarques critiques**.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019. Article 2.3.1
Prescription contrôlée : L'exploitant définit une procédure à mettre en oeuvre en cas de départ de feu sur l'installation. Celle-ci contient notamment : [...]
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure dédiée en cas de départ de feu sur son site. Cette procédure (référéncée SECU/PRO.504 en date du 2 juin 2018 avec dernière mise à jour le 1 ^{er} janvier 2024) est dûment renseignée. En revanche, cette procédure n'a pas été préalablement validée par les services d'incendie et de secours. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le justificatif attestant que la procédure dédiée en cas de départ de feu sur son site soit validée par les services d'incendie et de secours. La date butoir est fixée au 31 juillet 2024
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance de l'exploitation en dehors de heures ouvrées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019. Article 2.3.1.2
Prescription contrôlée : [...], l'exploitant met en oeuvre une surveillance par gardiennage ou télésurveillance adaptée [...].
Constats : En dehors des heures d'ouverture, la surveillance de l'exploitation est assurée par une télésurveillance incendie (21 caméras dont 3 caméras thermiques). Cette surveillance est encadrée par une procédure d'alerte (référéncée SECU/PRO.504/document instruction I.009) qui définit les consignes à appliquer en cas de départ d'incendie sur les aires de stationnement et les aires de stockage. En cas de panne de la télésurveillance, une société de gardiennage assure le contrôle sur site dans un délai de 30 minutes. De manière concomitante un cadre de l'établissement est systématiquement contacté. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 3 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019. Article 2.3.2
Prescription contrôlée : [...]. L'accès aux récipients à pression transportables est rendu inaccessible par une clôture grillagée d'au moins 1,80m de hauteur, assortie d'un dispositif anti-intrusion de type concertina. [...]
Constats : L'exploitant a mis en place les moyens permettant de ne pas accéder aux récipients à pression transportables. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 4 : Règles d'implantation et d'aménagement des stockages des récipients à pression transportables

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019. Article 2.3.3
Prescription contrôlée : [...]. La distance entre 2 aires de stockage est au minimum égale à 10m. Cette distance peut être réduite à 1m si entre ces aires de stockage, est interposé un mur REI120, dont la hauteur excède de 0,5m celle du stockage, sans être inférieure à 2m. La longueur de ce mur est telle qu'une distance de 3m est toujours respectée en le contournant. [...].
Constats : La règle d'implantation et d'aménagement des aires de stockage des récipients à pression transportables est respectée. Les 2 aires de stockage sont effectivement distantes de plus de 10m. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 5 : Registre d'activité

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019. Article 2.3.7
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un registre d'activité qui lui permet d'assurer un suivi quotidien des quantités de gaz inflammables liquéfiés stockées sur son site
Constats : L'exploitant dispose d'un registre d'activité dûment renseigné. Les bouteilles de gaz appartiennent aux différents gaziers (Primagaz et Antargaz). Les chefs de parc de l'exploitant sont chargés de suivre l'état des stock au fur à mesure que les chauffeurs-livreurs arrivent sur site. Cet état des stocks est centralisé chez les gaziers et accessible directement par l'exploitant. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019. Article 2.4.1
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation, et est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours [...].
Constats : L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques inhérents à ses installations (43 extincteurs au total de 2, 5 6, 9 et 50 kg, ainsi que 4 poteaux d'incendie publics à moins de 200m). L'exploitant est également doté d'un moyen (sirène POI) permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. La maintenance de ces équipements est correctement assurée. L'exploitant a présenté en séance : <ul style="list-style-type: none">- le dernier rapport de contrôle de la société Eurofeu en date du 8 février 2024 pour les extincteurs ;- le dernier rapport d'intervention et de réception de travaux en date 12 février 2024 par la société ADS Sécurité pour la détection incendie. Aucune non-conformité n'a été relevée dans les rapports présentés en séance. Aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

N° 7 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-908 du 15 juillet 2019. Article 2.5.3 § VII
Prescription contrôlée : [...]. L'installation est équipée d'un dispositif "homme mort". Une alarme PTI (protection du travailleur isolé) se déclenche en cas de non activation de la commande toutes les 30 minutes par l'opérateur lors des opérations de chargement/déchargement. Cette alarme fait l'objet d'un test hebdomadaire.
Constats : Les dispositifs "homme mort" de protection des travailleurs isolés sont en cours d'acquisition. L'exploitant a présenté en séance un courriel en date du 13 février 2024 justifiant la demande d'achat. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le justificatif de la mise en place effective du dispositif "homme mort". La date butoir est fixée au 30 juin 2024. Pour information, l'exploitant informe l'inspection d'une cyberattaque avec demande de rançon, au niveau du groupe, en date du 16 février 2024 qui a impacté indirectement le fonctionnement du site avec perte de toutes les données du logiciel SAP (facturations clients, suivi des commandes, facturations ateliers, etc.). L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il se doit d'informer l'inspection des installations classées de tout incident/accident inhérents à son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois